

## La jalousie sociale doit être sévèrement refusée

*La seule manière de lutter contre la misère c'est de créer de la richesse. Ce que les socialistes ne comprennent pas.*

YVAN ZWEIFEL\*

La jalousie est un sentiment solidement ancré en l'être humain et l'initiative socialiste 1:12, sur laquelle nous sommes appelé à voter le 24 novembre, illustre parfaitement ce sentiment. Il a déjà été démontré mainte fois en sociologie, notamment au travers du «jeu de l'ultimatum», que la plupart des gens préfèrent renoncer à un gain plutôt que d'accepter que d'autres gagnent davantage qu'eux, ce qu'ils considèrent comme «injuste». On appelle cela de la jalousie sociale.

En effet, le but de cette initiative est de plafonner le salaire le plus élevé d'une entreprise à 12 fois celui du salaire le plus bas. Symboliquement, il s'agit d'empêcher quelqu'un de gagner en un mois ce que d'autres gagnent en un an. Dans le fond, le parti socialiste explique vouloir se battre contre l'accroissement des écarts de revenus entre riches et pauvres ou, autrement dit, se battre contre le fossé entre riches et pauvres qui s'élargit selon eux.

Seulement voilà, quand bien même cette affirmation serait exacte, les initiants omettent de préciser que la condition des pauvres s'améliore, ce qui est pourtant le plus important. Le fossé entre riches et pauvres s'élargit certes en valeur absolue (car les «riches» d'aujourd'hui sont plus riches que ceux de l'époque), mais au contraire se rétrécit en valeur

relative (les bas salaires ou les salaires moyens sont bien moins éloignés des hauts revenus qu'autrefois). La réalité, c'est qu'avec ce genre de propositions, la gauche nous démontre qu'elle combat la richesse, alors que c'est la pauvreté qui doit être ardemment combattue!

Margaret Thatcher le disait déjà il y a plus de 20 ans au parlement britannique: «Messieurs les socialistes, votre programme c'est la pauvreté, pas la réduction de celle-ci.» Ou comme énoncé par Tocqueville en France: «Les Français préfèrent l'égalité dans la misère à la prospérité dans l'inégalité!» La seule manière de combattre la pauvreté, c'est de créer de la richesse et vouloir la faire fuir avec de telles initiatives, c'est assurément ne pas vouloir le bien de son pays et de ceux que l'on prétend vouloir défendre. Cette initiative nous rapprocherait par contre fortement de certains pays qui nous entourent et dont je ne me souviens pas qu'ils soient des exemples en matière de réussite économique ou sociale, de prospérité et de redistribution de cette prospérité. Le 24 novembre, il faut impérativement voter non à cette initiative néfaste qui attise la jalousie sociale et diminuera la prospérité pour tous!

\* Député PLR à Genève

LES INITIANTS OMETTENT DE PRÉCISER QUE LA CONDITION DES PAUVRES S'AMÉLIORE NETTEMENT. CE QUI EST POURTANT LE PLUS IMPORTANT.

## La répétition des craintes

**VALAIS.** La croissance a diminué de 0,7% en 2011. Des mesures doivent être prises pour contrer cette situation très alarmante.

Tandis que la Suisse voyait sa production augmenter, le PIB valaisan diminue de 0,7% en 2011, avec à la clef un appauvrissement des Valaisannes et des Valaisans. Depuis plusieurs années, le PLR réclame des mesures pour rendre le canton plus attractif afin de soutenir les entreprises existantes et en attirer de nouvelles. Le temps donne malheureusement raison au PLR; il serait dommageable de ne pas prêter attention à ces signes inquiétants. Depuis plusieurs années, le PLR s'inquiète de constater que le Valais reste la lanterne rouge en matière d'attractivité économique. Le canton qui réalise le meilleur résultat, Neuchâtel, avec une hausse de la croissance du PIB quasiment chinoise de 8,2%, a consenti aux diminutions les plus drastiques de l'imposition des personnes morales. A contrario, le Valais reste aujourd'hui l'un des cantons les plus chers en matière d'impôt sur le bénéfice et détient même le bonnet d'âne de l'imposition du capital.

Avec pour résultat des salaires qui stagnent et des cerveaux qui s'enfuient. La politique économique du canton doit désormais prendre en compte la nécessaire diminution de l'imposition des entreprises. Jusqu'ici, la volonté de maintenir une imposition élevée s'expliquait par le souci de taxer au maximum les sociétés hydro-électriques. Cette approche est manifestement trop réductrice pour mener une politique économique innovante et durable.

Pour que ses citoyens aient plus d'emplois mieux payés, le Valais doit offrir des conditions-cadre de qualité. Les infrastructures de transport nécessitent des investissements qui sont en cours. La formation constitue l'un des piliers de l'attractivité du canton et le travail connu et reconnu des Conseillers d'Etat libéraux-radicaux doit être préservé pour que l'école valaisanne reste de qualité. Les enjeux dépassent allègrement les polémiques stériles de ces dernières semaines. Il est temps pour le gouvernement de fixer des priorités claires et ambitieuses en matière de formation.

Enfin, il est une fois de plus effrayant de constater l'absence de corrélation entre les richesses produites par l'économie et les richesses dépensées par l'Etat. – (PLR Valais)

# La très mauvaise direction

*L'initiative 1:12 remet en question le modèle de la Suisse en niant les risques encourus par de telles mesures.*

STÉPHANIE RUEGSEGGER\*

Les jeunes socialistes proposent une initiative visant à limiter les hauts salaires. L'idée consiste à interdire que le salaire le plus élevé dans une entreprise soit plus de douze fois supérieur au salaire le plus bas. Le texte sera soumis au vote du peuple le 24 novembre prochain.

Certains salaires peuvent effectivement frapper les esprits. Aussi choquants puissent-ils paraître, il convient tout d'abord de rappeler que ceux-ci sont exceptionnels à de nombreux égards, notamment parce qu'ils sont rares et qu'ils concernent le plus souvent des entreprises actives sur un marché international particulièrement concurrentiel.

Par ailleurs, la définition même du salaire élevé est fortement subjective, chacun ayant sa sensibilité propre à ce sujet. Dans le cas présent, le salaire annuel maximum serait de 500.000 francs si le plus bas salaire annuel dans l'entreprise est de 42.000 francs (3500 francs/mois). Mais finalement, la question n'est pas tant de savoir où fixer le curseur que d'identifier les conséquences d'une telle mesure, en tout premier lieu pour les Suisses.

Il convient tout d'abord de tordre le cou à certains clichés. Contrairement à ce qu'affirment les initiants, la Suisse ne se distingue pas par une augmentation des inégalités salariales. Elle est même l'un des pays où les inégalités sur les revenus des ménages sont les moins marquées. Selon une étude de l'OCDE, la part des bas salaires est largement plus faible en Suisse que dans la moyenne des

autres pays de l'OCDE. Notre pays est même l'un des seuls à avoir vu ces inégalités diminuer depuis une quinzaine d'années. Notre système, fondé notamment sur le dialogue social et la libre entreprise, fonctionne donc à satisfaction. Mieux encore, il permet d'offrir un niveau de salaires que beaucoup nous envient, et d'afficher un taux de chômage particulièrement bas. Alors pourquoi le remettre en question, en singeant l'interventionnisme étatique de certains pays, qui se débattent dans une crise qui pénalise entreprises comme salariés?



IL FAUT DIRE NON À L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS NOS ENTREPRISES ET FAIRE CONFIANCE AU MODÈLE SUISSE QUI A FAIT SES PREUVES.

Outre le fait que la fixation des salaires doit rester l'affaire des entreprises et des partenaires sociaux, et non de l'Etat, l'initiative pose la question plus générale du financement des prestations sociales. Car les hauts salaires participent très largement à ce financement, que ce soit à travers l'impôt ou par le biais des cotisations sociales. Ainsi, sur le plan fiscal et en 2009, les 10% des contribuables suisses les plus aisés finançaient près de 77% de l'IFD (Impôt Fédéral Direct). En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les 1813 Genevois déclarant un revenu imposable supérieur à 500.000 francs représentaient moins de 0,8% des contribuables, mais rapportaient 20% du total de l'impôt. Limiter les hauts salaires reviendrait donc à renoncer à de substantielles et nécessaires recettes. Les conséquences d'une chasse aux hauts revenus ne se limitent pas aux ponctions fiscales. C'est tout le système de sécurité sociale, et plus particulièrement l'AVS, qui est également touché. Rappelons que les rentes de vieillesse sont plafonnées à 2340 francs/mois au plus, alors que les cotisations sont proportionnelles au revenu, quel que

soit ce dernier. Concrètement, la part de salaire qui dépasse 84.240 francs par année est taxée à 8,4%, sans pour autant donner droit à quelque prestation supplémentaire que ce soit. A partir de ce seuil, la cotisation se transforme en quelque sorte en imposition. Selon l'OFAS (office fédéral des assurances sociales), il y a 12.000 personnes cotisant à l'AVS qui gagnent plus de 500.000 francs par année. Le montant cumulé de salaires supérieurs à ce plafond est de 5,3 milliards et rapporte quelque 450 millions à l'AVS, soit l'équivalent de 20.000 rentes annuelles moyennes. A l'heure où des réflexions sont en cours pour consolider l'AVS, est-ce vraiment le moment d'amputer une partie substantielle de ses ressources? Et qui en payera le prix, si ce n'est l'assuré et le contribuable?

Le modèle suisse a de nombreuses vertus. Les faits parlent d'eux-mêmes. Alors que nos voisins se débattent dans d'inextricables difficultés, notre petit pays fait figure d'exception: taux de chômage bas, salaires élevés, entreprises compétitives. Ne marquons pas d'auto goal en remettant en question un fonctionnement qui a fait ses preuves et disons non à l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement des entreprises.

\* FER Genève

## DE LA MANUFACTURE À LA DIGIFACTURE (4/6)

# Vers une AOC industrielle

*Le modèle digifacteur permet de redistribuer les compétences de fabrication. Et annonce la fin de la concentration industrielle.*

XAVIER COMTESSE\*

Le mouvement des Makers (ou faiseurs) est né officiellement avec la publication du magazine MAKE en 2005 aux États-Unis. Magazine fondé par deux célèbres furs du mouvement O'Reilly et Dale Dougherty. Mais les Makers trouvent leurs origines bien plus loin dans la culture américaine du DIY (Do It Yourself) des radios amateurs d'entre deux guerres, des modélistes de tout bord et notamment ceux qui ont récemment développé les drones. En effet, la principale usine de fabrication des drones (3D Robotics) se trouve à San Diego et a été créée par deux Makers (Chris Anderson et Jordi Muñoz). Le mouvement des Makers est typiquement représenté par ces «bidouilleurs» électroniques, ces passionnés de robotique et ces amateurs d'imprimantes 3D. Ils font partie de la «classe créative», si chère à Richard Florida, et sont en train de révolutionner en profondeur l'industrie traditionnelle. Petit récit d'un grand chambardement à venir.

Plusieurs caractéristiques marquent le changement actuel dans

la culture du «Do It Yourself» propre aux Makers, à savoir la création de lieux, d'espaces où ils se réunissent pour inventer, partager et fabriquer. On les surnomme les «Hackerspaces» comme celui de Tenebras Lux à Genève ou TechShop, FabLab ou encore Creative Center comme celui du Swiss Creative Center à Neuchâtel. Bref, les créatifs ne sont plus dans leur coin à bricoler leurs prototypes mais désormais communiquent, collaborent ensemble ils co-créeent. En mélangeant leurs différentes compétences, leurs différents backgrounds ils participent au «design thinking», à savoir une conception coproduite sans propriété intellectuelle ou dépôt de brevet. En effet, ceci est la deuxième caractéristique du mouvement des Makers, ils partagent gratuitement en copyleft ou en «creative common» leur invention qui souvent sont au final de simples fichiers digitaux, et donc téléchargeables sur Internet.

Cette conception de l'open source permet le développement de produits, d'objets physiques voire de machines ou de systèmes librement accessibles sur Internet. Les informations, les données et les algorithmes sont tout simplement mis à disposition de tous en tout temps et en tout lieu. Cette approche du «libre» ne concernant donc pas seulement le software mais également le hardware. À partir de cette mise en commun, il est possible de rajouter des éléments

à ce que les autres ont créé, on parle alors de «mash-up» pour désigner cette technique d'ajout constructif et mis à la disposition de tous. Il est clair que de telles pratiques vont changer la donne pour les milieux industriels basés jusqu'à aujourd'hui sur la confidentialité, la propriété intellectuelle et les brevets! Il faudra s'y habituer.

L'autre grande caractéristique issue de ce mouvement réside dans la capacité de se lancer des défis. Prenons un exemple. En 2005, l'ingénieur anglais Adrian Bowyer lança le projet RepRap (Replicating Rapid Prototyper) sous forme de pari. L'idée était de construire en Open Design et Open Source une imprimante 3D. Quatre machines furent ainsi inventées: Darwin en 2007, Mendel en 2009, Prusa Mendel et Hurley en 2010. Toutes étaient reproductibles et téléchargeables depuis Internet. Aujourd'hui plusieurs milliers de ces imprimantes 3D ont été construites partout dans le monde. La plus connue étant l'Ultimaker que l'on peut se procurer pour environ mille quatre cents francs. En y apportant sa touche et ses remarques, des communautés sont ainsi nées faisant fi des frontières et de l'industrie classique.

Le projet RepRap a été une démonstration efficace d'un système évolutif en milieu industriel comme le projet Wikipédia l'a été pour le savoir encyclopédique. Jamais dans toute l'histoire de l'hu-

manité, on a assisté à la fabrication collective d'une machine à cette échelle d'implication planétaire.

Une autre caractéristique de ce mouvement émergent est le concept de «Fair» ou de «Mini Makers Fair» consistant à de grands rassemblements réunissant localement ou internationalement des Makers pour des expositions, des conférences, des workshops, des échanges, du réseautage dans une ambiance de découverte et d'expérimentation. Des «Woodstock de la bidouille», des «Paléo du copyfree», des moments d'exploration et de liberté de faire vont finalement marquer la montée en puissance de ce mouvement dont il est difficile d'en mesurer les effets mais que l'on peut entrevoir comme celui de la fabrication décentralisée. Notre modèle industriel avait développé la production de masse alors que les Makers inventent la décentralisation de masse. Télécharger des objets, éléments mécaniques, produits, machines et systèmes partout dans le monde en le (re)fabriquant localement sera de l'ordre du possible. Cette manière de (re)distribuer les compétences de fabrication annonce la fin de la concentration industrielle pour une ère de la production distribuée. Une sorte d'AOC industrielle est en train de naître, entraînant dans son sillage une vraie révolution industrielle et sociétale.

\* Directeur romand Avenir Suisse